



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2016

Publication : 15/12/2016

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2016.12/08

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 12 décembre 2016

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	27
Nombre de Pouvoirs	5
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **14 décembre 2016**.

L'an deux mille seize, le **12 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **5 décembre**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Monsieur **LARDANS**, Jean-Luc **GONFROY**, Gilbert **FOURNIER**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Monsieur **DELAHAYS**, Franck **DORAY**, Patricia **DUVAL**, Pascal **LEFEBVRE**, Marie-Christine **BASSET**, Frédéric **PATROIS**, Marie-Paule **DESHAYES**, Sophie **CAPELLE**, Karine **LOUISET**, Estelle **FERRON**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Gilles **BELLIÈRE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Corinne **LEVILLAIN** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**
Valérie **LEDOUX** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Alexandre **MORA** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Jean-Pierre **QUEMION** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Nordine **HASSINI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absente excusée

Stéphanie **ONFROY**

Secrétaire de séance

Karine **LOUISET** est désignée Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 12 décembre 2016

2016.12/08

RESSOURCES HUMAINES – DISPOSITIF D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE – AUTORISATION – SIGNATURE

Mme Patricia DUVAL, Conseillère Municipale déléguée. – Par dérogation au principe du recrutement par concours, la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 permettait aux agents contractuels, remplissant l'ensemble des conditions requises, d'accéder aux cadres d'emplois de fonctionnaires territoriaux (nomination stagiaire) et ce, pendant une période de 4 ans, soit jusqu'au 13 mars 2016. Ce dispositif de titularisation reposait sur trois modes de recrutement professionnalisés valorisant les acquis professionnels de ces agents :

- sélections professionnelles,
- concours réservés,
- recrutements réservés sans concours pour l'accès au premier grade des cadres d'emplois de catégorie C accessibles sans concours.

L'entrée en vigueur de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ainsi que le décret n° 2016-1123 11 août 2016, ont notamment pour effet de prolonger le dispositif de recrutements réservés d'accès à l'emploi titulaire pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 13 mars 2018, et de modifier la date d'appréciation des conditions d'éligibilité désormais fixée au 31 mars 2013.

Les dispositions précitées précisent les procédures d'accès réservés de certains agents contractuels à l'emploi titulaire de la fonction publique territoriale prévues au titre de :

- Des sélections professionnelles,
- Des recrutements réservés sans concours (pour l'accès au premier grade des cadres d'emplois de catégorie C accessibles sans concours)

La mise en œuvre des dispositifs d'accès spécifiques à l'emploi de titulaire reste discrétionnaire car elle est en fonction des besoins des collectivités et de leurs objectifs en matière de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

VU le budget de l'exercice 2016 ;

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des Fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, notamment les articles 40 et 41 ;

VU la circulaire NOR : MFPF1128291C du 21 novembre 2011 relative à la mise en œuvre du protocole d'accord du 31 mars 2011 portant sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique ;

VU le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU le décret n° 2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents ;

VU le rapport de Madame Patricia DUVAL, Conseillère Déléguée aux Ressources Humaines ;

VU l'avis du Comité Technique réuni le 8/12/2016 ;

CONSIDERANT

- qu'il revient à l'organe délibérant de fixer et de valider le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire selon les modalités définies ci-après :

1/ Principes généraux

L'autorité doit élaborer

- un bilan sur la mise en œuvre du plan pour la période du 13 mars 2012 au 12 mars 2016
- un rapport sur la situation des agents remplissant les conditions pour accéder au dispositif
- un programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire

Le rapport doit préciser :

- le nombre d'agents remplissant les conditions d'accès à l'emploi titulaire
- la nature et la catégorie hiérarchique des fonctions exercées
- leur ancienneté acquise en qualité d'agent contractuel de droit public dans la collectivité au 31/03/2013.

Le programme pluriannuel détermine, en fonction des besoins de la collectivité et des objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences :

- les grades des cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés
- le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements
- leur répartition entre les sessions successives de recrutement

Si le programme pluriannuel prévoit l'organisation d'un recrutement réservé sans concours, il doit définir, en plus du nombre de postes ouverts, les conditions dans lesquelles les recrutements seront opérés en prenant en compte les acquis de l'expérience professionnelle correspondant aux fonctions du cadre d'emploi d'accueil.

Il appartient à l'autorité territoriale, à la suite de l'approbation du plan pluriannuel par l'organe délibérant, d'informer individuellement les agents contractuels concernés par ce dispositif, sur le contenu du plan et les conditions générales de la titularisation dans ce cadre.

2/ Conditions d'éligibilité

* les agents éligibles lors du précédent dispositif qui n'auraient pas été admis

* les agents en contrat à durée indéterminée (C.D.I.) au 31/03/2013 dès lors qu'ils sont sur un emploi à temps complet ou à temps non complet dont la quotité de temps de travail est au moins égale à 50% d'un temps complet,

* les agents en C.D.D. recrutés sur un emploi permanent à temps complet ou à temps non complet dont la quotité de temps de travail est au moins égale au mi-temps, et justifiant de conditions minimales de services publics effectifs au 31 mars 2013 accomplis auprès du même employeur :

- soit une ancienneté au moins égale à 4 années en équivalent temps plein entre le 31/03/2007 et le 30/03/2013,
- soit une ancienneté au moins égale à 4 années en équivalent temps plein à la date de clôture des inscriptions au recrutement auquel les agents contractuels postulent dont au moins 2 années accomplies entre le 31/03/2009 et le 30/03/2013.

3/ Organisation du dispositif de titularisation

➤ Pour les sélections professionnelles

Lors de la session ouverte en 2012, la Ville de Montivilliers avait confié l'organisation des sélections professionnelles par convention au centre de gestion de la Seine Maritime. Pour le renouvellement du dispositif, il est donc prévu que cette organisation soit de nouveau confiée au centre de gestion.

Les recrutements après sélections professionnelles sont confiés à une commission d'évaluation qui procède à l'audition des candidats à exercer les missions du cadre d'emplois auquel la sélection professionnelle donne accès et établit par ordre alphabétique, au regard des objectifs du programme pluriannuel, la liste des agents qui sont aptes à être intégrés.

La commission d'évaluation est composée :

- du président du centre de gestion ou un représentant qui préside la commission,
- d'une personnalité qualifiée, désignée par le président du centre de gestion,
- un fonctionnaire de la collectivité appartenant au moins à la catégorie hiérarchique du cadre d'emplois concerné.

➤ Pour les recrutements sans concours.

Pour les postes ouverts au recrutement sans concours concernant les agents de catégorie C, la Ville de Montivilliers, propose d'organiser des entretiens devant un jury constitué :

- d'un élu,
- d'un représentant du service ayant la connaissance des techniques professionnelles
- de la Directrice des Ressources Humaines.

Cet entretien consistera à apprécier les acquis de l'expérience professionnelles des candidats et les motivations à intégrer la fonction publique.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **de fixer et de valider** le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire selon les modalités définies dans le document annexé,
- **d'autoriser Monsieur le Maire** à signer la convention avec le Centre de Gestion pour l'organisation des sélections professionnelles.

Le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 31 Voix Pour et 1 abstention (Gilles LEBRETON)

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait conforme au registre dûment signé.*



RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE

PRESENTATION AU COMITE TECHNIQUE EN DATE DU 8 DECEMBRE 2016

1/ RAPPEL DU DISPOSITIF ET CONDITIONS D'ELIGIBILITE

2 / BILAN PORTANT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE POUR LA PERIODE DU 13 MARS 2012 AU 12 MARS 2016

3/ RAPPORT PORTANT SUR LA SITUATION DES AGENTS REMPLISSANT LES CONDITIONS REQUISES POUR PRETENDRE A LA PROLONGATION DU DISPOSITIF DE TITULARISATION

4/ PRESENTATION DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE POUR LA PERIODE DU 13/03/2016 AU 12/03/2018

5/ PLANNING DE MISE EN ŒUVRE

I / RAPPEL DU DISPOSITIF

VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique

VU la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires, notamment les articles 40 et 41,

VU la circulaire NOR : MFPF1128291C du 21 novembre 2011 relative à la mise en œuvre du protocole d'accord du 31 mars 2011 portant sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique

VU le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique

VU le décret n° 2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents.

Par dérogation au principe du recrutement par concours, la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 permettait aux agents contractuels, remplissant l'ensemble des conditions requises, d'accéder aux cadres d'emplois de fonctionnaires territoriaux (nomination stagiaire) et ce, pendant une période de 4 ans, soit jusqu'au 13 mars 2016. Ce dispositif de titularisation repose sur trois modes de recrutement professionnalisés valorisant les acquis professionnels de ces agents :

- sélections professionnelles,
- concours réservés,
- recrutements réservés sans concours pour l'accès au premier grade des cadres d'emplois de catégorie C accessibles sans concours.

L'entrée en vigueur de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ainsi que le décret n° 2016-1123 11 août 2016, ont notamment pour effet de prolonger le dispositif de recrutements réservés d'accès à l'emploi titulaire pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 13 mars 2018, et de modifier la date d'appréciation des conditions d'éligibilité désormais fixée au 31 mars 2013.

Les dispositions précitées précisent les procédures d'accès réservés de certains agents contractuels à l'emploi titulaire de la fonction publique territoriale prévues au titre de :

- Des sélections professionnelles,
- Des recrutements réservés sans concours (pour l'accès au premier grade des cadres d'emplois de catégorie C accessibles sans concours)

La mise en œuvre des dispositifs d'accès spécifiques à l'emploi de titulaire reste discrétionnaire car elle est en fonction des besoins des collectivités et de leurs objectifs en matière de gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences.

- **CONDITIONS D'ELIGIBILITE**

1/ les agents éligibles lors du précédent dispositif qui n'auraient pas été admis

2/ les agents en contrat à durée indéterminée (C.D.I.) au 31/03/2013 dès lors qu'ils sont sur un emploi à temps complet ou à temps non complet dont la quotité de temps de travail est au moins égale à 50% d'un temps complet,

3/ les agents en C.D.D. recrutés sur un emploi permanent à temps complet ou à temps non complet dont la quotité de temps de travail est au moins égale au mi-temps, et justifiant de conditions minimales de services publics effectifs au **31 mars 2013** accomplis **auprès du même employeur** :

- * soit une ancienneté au moins égale à **4 années en équivalent temps plein** entre le **31/03/2007** et le **30/03/2013**,

- * soit une ancienneté au moins égale à **4 années en équivalent temps plein** à la date de clôture des inscriptions au recrutement auquel les agents contractuels postulent **dont au moins 2 années accomplies** entre le **31/03/2009** et le **30/03/2013**.

LES AGENTS RECRUTES APRES LE 1^{ER} AVRIL 2011 NE PEUVENT ETRE PRIS EN COMPTE

LES AGENTS EXCLUS DU DISPOSITIF

Le plan de titularisation ne concerne pas les agents contractuels à temps non complet dont la **durée hebdomadaire de travail est inférieure au mi-temps**, que ces agents soient en C.D.D. ou en C.D.I.

Les agents contractuels **doivent avoir été recrutés sur un emploi permanent** ce qui exclut :

- les collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984),
- les collaborateurs de groupe d'élus,
- les emplois de direction (article 47 de la loi n° 84-53 du 26/01/1984),
- les assistantes maternelles,
- les contractuels en C.D.D. sur un emploi non permanent (occasionnel ou saisonnier).

Les agents contractuels licenciés pour insuffisance professionnelle ou faute disciplinaire après le 31/12/2010 sont également exclus de ce dispositif.

II // BILAN PORTANT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RESORPTION DE L'EMPLOI PRECAIRE POUR LA PERIODE DU

13 MARS 2012 AU 12 MARS 2016

1°) Transformation des CDD en CDI au 13 mars 2012

Filière	Catégorie	Grade	Nombre de CDD transformés de plein droit en CDI	Hommes	Femmes
Filière culturelle	B	Assistant d'enseignement artistique spécialisé	5	1	4
Filière sportive	B	Educateur APS	1	1	

2°) Sélections professionnelles

Cat.	Cadre d'emplois	Grade	Nombre d'agents éligibles	Nombre d'emplois programmés ouverts au programme pluriannuel	Nombre d'agents inscrits	Nominations stagiaires	Titularisations: Nombre (selon le statut initial des agents)		Sexe	Organisateur: CDG ou Collectivité/ Etablissement
							CDD	CDI		
A	Attaché	Attaché	1	1	0	0				CDG
B	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement artistique ppal de 2e cl	3	3	3	3			3	CDG
B	Educateur APS	Educateur APS	4	4	4	4			4	CDG

Pas de recrutement direct sans concours

III / RAPPORT PORTANT SUR LA SITUATION DES AGENTS REMPLISSANT LES CONDITIONS REQUISES POUR PRETENDRE
AU DISPOSITIF DE TITULARISATION

CDD sur EMPLOI PERMANENT												
Informations personnelles							En fonction dans la collectivité au 31/03/2013 (cf. commentaire)	Total des périodes d'activité entre le 01/04/2007 et le 31/03/2009 (en mois / jours)	Total des périodes d'activité entre le 01/04/2009 et le 31/03/2013 (en mois / jour)	Total des périodes d'activité entre le 31/03/2007 et le 31/03/2013	Eligibilité à la date de publication de la loi (avoir plus de 48 mois)	Eligibilité à la date de l'entretien (avoir au moins 24 mois au 31/03/2013)
N°	Sexe	Service	Fonction	Filière	Grade	Catégorie hiérarchique (A,B,C)						
1	F	entretien des locaux	agent d'entretien des écoles	Technique	ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	Cat. C	OUI	1,28	47,05	48,3	Eligible	
2	F	entretien des locaux	agent d'entretien des écoles	Technique	ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	Cat. C	OUI	14,00	46,05	60,1	Eligible	
3	F	entretien des locaux	agent d'entretien des écoles	Technique	ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	Cat. C	OUI	0,00	46,19	46,2	Non éligible	Eligibilité ultérieure
4	F	restauration	agent de restauration	Technique	ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	Cat. C	OUI	0,08	46,15	46,2	Non éligible	Eligibilité ultérieure
5	F	entretien des locaux	agent d'entretien des écoles	Technique	ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	Cat. C	OUI	20,26	46,05	66,3	Eligible	
6	F	restauration	agent de restauration	Technique	ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	Cat. C	OUI	18,19	39,10	57,3	Eligible	
7	H	etat civil élections	chef de service état civil	Administrative	ATTACHE	Cat. A	OUI	0,00	42,00	42,0	Non éligible	Eligibilité ultérieure
8	F	Centre social	Animateur	Animation	ADJOINT D'ANIMATION DE 2ème CL	Cat C	OUI	18,63	39,3	57,9	Eligible	

Total de dossiers	8
Dossiers éligibles	5
Dossiers éligible ultérieure	3

IV / DONNEES DU PROGRAMME PLURIANNUUEL D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE

1°) ACCES PAR LA VOIE DE LA SELECTION PROFESSIONNELLE

	Effectif éligible à la date du 31/03/2013	Effectif éligible à une date après le 31/03/2013 (titularisation ultérieure)	Total effectif éligible	Besoins de la collectivité en 2017	Besoins de la collectivité en 2018	TOTAL POSTES	Convention CDG
ATTACHE		1	1	1		1	OUI
REDACTEUR PPAL DE 2ème CL			0			0	
REDACTEUR			0			0	
ADJOINT ADMINISTRATIF DE 1ère CL			0			0	
ANIMATEUR PPAL DE 2ème CL			0			0	
ANIMATEUR			0			0	
ADJOINT D'ANIMATION DE 1ère CL			0			0	
ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE			0			0	
BIBLIOTHECAIRE			0			0	
PROFESSEUR D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE			0			0	
ASSISTANT DE CONSERV. DU PAT ET DES BIB.			0			0	
ASSISTANT DE CONSERV. DU PAT ET DES BIB. PPAL DE 2ème CL			0			0	
ASS. D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PPAL DE 2ème CL			0			0	
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE			0			0	
ADJOINT DU PATRIMOINE DE 1ère CL			0			0	
CADRE TERRITORIAL DE SANTE			0			0	
CONSEILLER SOCIO-EDUCATIF			0			0	
PSYCHOLOGUE DE CLASSE NORMALE			0			0	
PUERICULTRICE DE CLASSE NORMALE			0			0	
PUERICULTRICE CADRE DE SANTE			0			0	
SAGE-FEMME DE CLASSE NORMALE			0			0	

ASSISTANT MEDICO-TECHNIQUE DE CLASSE NORMALE					0				0	
ASSISTANT SOCIO-EDUCATIF					0				0	
EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS					0				0	
INFIRMIER DE CLASSE NORMALE					0				0	
MONITEUR-EDUCATEUR					0				0	
REEDUCATEUR DE CLASSE NORMALE					0				0	
AGENT SOCIAL DE 1ère CL					0				0	
ATSEM DE 1ère CL					0				0	
AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE 1ère CLASSE					0				0	
AUXILIAIRE DE SOINS DE 1ère CL					0				0	
CONSEILLER APS					0				0	
EDUCATEUR APS PPAL DE 2ème CL					0				0	
EDUCATEUR APS					0				0	
OPERATEUR DES APS					0				0	
INGENIEUR					0				0	
TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2ème CL					0				0	
TECHNICIEN					0				0	
AGENT DE MAÎTRISE					0				0	
ADJOINT TECHNIQUE DE 1ère CL					0				0	
ADJOINT TECHNIQUE 1ère CL DES ETS D'ENSEIGNEMENT					0				0	
SAPEUR DE 1ERE CLASSE					0				0	
SERGEN					0				0	
INFIRMIER SAPEUR POMPIER					0				0	
LIEUTENANT DE 2ème CL					0				0	
LIEUTENANT DE 1ère CL					0				0	
INFIRMIER D'ENCADREMENT					0				0	
CAPITAINE					0				0	
AUTRE					0				0	

2°) ACCES PAR LA VOIE DU RECRUTEMENT SANS CONCOURS POUR LES AGENTS DE CATEGORIE C

A renseigner en fonction des besoins de recrutement et des objectifs de G.P.E.E.C.						
	Effectif éligible à la date du 31/03/2013	Effectif éligible à une date après le 31/03/2013 (titularisation ultérieure)	Total effectif éligible	Besoins de la collectivité en 2017	Besoins de la collectivité en 2018	TOTAL POSTES
ADJOINT ADMINISTRATIF DE 2ème CL			0			0
ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL	4	2	6	6		<u>6</u>
ADJOINT D'ANIMATION DE 2ème CL			0			0
AGENT SOCIAL DE 2ème CL			0			0
ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL DES ETS D'ENSEIGNEMENT			0			0
ADJOINT DU PATRIMOINE DE 2ème CL	1		1			0

V/RETROPLANNING

ETAPES	DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES	PRECISIONS
1ère étape Dès à présent		Recenser les agents éligibles au dispositif de titularisation
2ème étape Dès à présent parution du décret d'application (décret 2016-1123, paru le 14 août 2016)	Article 17 de la loi n°2012- 347 du 12 mars 2012	Établir : - <u>un rapport portant sur le bilan de la transformation de plein droit des CDD en CDI au 13/03/2012</u> , de la conclusion des CDI « de droit commun » (reconduction des CDD en CDI lorsque l'agent justifie d'une durée de services publics d'au moins 6 ans) et la situation des agents remplissant les conditions d'éligibilité au dispositif de titularisation jusqu'au 12/03/2016. - <u>Un programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire pour la période du 13/03/2016 au 13/03/2018</u> . Ce programme détermine notamment, en fonction des besoins de la collectivité territoriale ou de l'établissement public intéressé et des objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, les cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés, le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition entre les sessions successives de recrutement. - <u>Un rapport sur la situation des agents remplissant les conditions d'éligibilité</u>
3ème étape Dans un délai de trois mois à compter de la parution dudit décret CT fin nov début déc	Article 17 de la loi n°2012- 347 du 12 mars 2012	Présenter les rapports et le programme pluriannuel pour avis au comité technique (CT).
4ème étape Après le recueil de l'avis du CT CM du 12 décembre	Article 17 de la loi n°2012- 347 du 12 mars 2012	Le programme pluriannuel d'accès à l'emploi est soumis à l'approbation de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public, puis mis en œuvre par l'autorité territoriale.
5ème étape Information auprès des agents Janvier / Février		Informier individuellement les agents éligibles dès lors qu'un poste correspondant au grade de l'agent est ouvert dans le cadre du programme pluriannuel. Cette information doit notamment porter sur les conditions de classement.

6 ^{ème} étape Assurer un suivi individualisé des agents		Transmettre aux agents les informations nécessaires à la tenue des entretiens, rencontre RH
7 ^{ème} étape Entretiens avec les agents concernés par un recrutement direct Fin 1 ^{er} semestre		<p>Pour les nominations sans concours, la collectivité envisage de faire passer aux agents concernés des entretiens devant un jury constitué d'un élu, d'un responsable de service et de la DRH afin d'apprécier les acquis de l'expérience professionnelle des candidats et les motivations à intégrer la fonction publique.</p> <p>Il s'agira :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'une présentation du parcours professionnel de l'agent - D'une appréciation sur ses connaissances professionnelles (les techniques professionnelles, le matériel...) - D'une appréciation sur sa volonté à être titularisé - D'une appréciation de ses connaissances de l'environnement professionnel
8 ^{ème} étape Organisation des sélections 2 ^{ème} semestre 2017	<i>Article 19 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012</i>	Organisation des sélections professionnelles par la collectivité territoriale ou, dans le cadre d'une convention, par le Centre de gestion. Cette sélection est confiée à une commission d'évaluation professionnelle.
9 ^{ème} étape Après l'ouverture des sessions de recrutement 2 ^{ème} semestre 2017	<i>Article 20 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012</i>	Réunion du jury de la commission d'évaluation professionnelle qui procède à l'audition de chaque agent candidat et se prononce sur son aptitude à exercer les missions du cadre d'emplois auquel la sélection professionnelle donne accès. Elle dresse ensuite, par cadre d'emplois, par ordre alphabétique et en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire de la collectivité, la liste des agents aptes à être intégrés au regard du plan pluriannuel
10 ^{ème} étape Après l'établissement de la liste des agents aptes à être intégrés		L'autorité territoriale procède à la nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire des agents déclarés aptes par ladite commission pour une durée de 6 mois. La titularisation devra expressément être prononcée aux termes de cette période de stage.